Gif, le 26 novembre 2015,

Madame la Présidente de la commission d'enquête,
Messieurs les commissaires enquêteurs,

Lors de la réunion publique du 13 novembre, vous avez posé comme règle pour cette enquête publique complémentaire de ne parler que des évolutions par rapport au 1er dossier d'enquête. Admettons la méthode, je crois d'ailleurs que c'est la définition d'une enquête dite « complémentaire ». Mais dans ce cas, je ne comprends pas la 2ème règle que vous avez énoncée : l'indépendance de votre commission (que je salue) mais qui signifiait également, si j'ai bien compris le sens de vos propos, que vous n'alliez pas tenir compte ni du travail de la précédente commission, ni de toutes les contributions faites lors de la 1ère enquête.
Je viens de relire le texte que j'avais écrit le 15 janvier 2015 et collé sur le registre de Gif à cette occasion. Et il se trouve que chaque ligne, chaque mot, chaque virgule, continuent d'exprimer ce que je pense au plus profond de ce projet de territoire. Seul problème, vous me dites qu'il n'est plus temps d'exprimer tout cela puisque cela ne concerne pas une « évolution » entre les deux dossiers et que, dans le même temps, vous ne vous intéresserez pas à ce que j'avais écrit le 15 janvier puisque c'était lors d'une enquête de laquelle vous vous sentez totalement indépendante. Mais alors, Madame la Présidente de la commission d'enquête, messieurs les commissaires enquêteurs, quand aurai-je le sentiment d'avoir été lue, d'avoir été au moins entendue ?
Je n'ai pas dit « écoutée », cela, j'admets de ne pas l'être car je ne prétends pas avoir raison, je ne prétends pas détenir les bonnes solutions, les bons avis, mais je ne peux l'admettre, l'accepter qu'à la condition d'avoir le sentiment d'avoir été lue, entendue et qu'on me donne des arguments pour que finalement je puisse me dire *« d'accord, je ne pensais pas comme cela, mais c'est vrai, ils ont raison* ». Des arguments qui me fassent accepter ce projet contre lequel je suis. Qu'on me démontre, pourquoi pas chiffres à l'appui (mais pas que), qu'avec Paris Saclay, notre territoire sera plus riche de ses richesses actuelles : son agriculture et ses agricultrices/agriculteurs, sa science et de ses chercheurs, l'énergie, l'engagement, la connaissance fine du territoire de ses associations et de leurs bénévoles… Qu'on me le démontre vraiment, pas avec des phrases présupposées « vérité absolue », des mots ronflants et quasi incantatoires qui peuplent les trente premières pages du dossier, et dont voilà un échantillon :

- **Page 9 :** « *Il doit s'affirmer comme une locomotive nationale de la régénération du tissu industriel.* », puis, plus loin « *Le projet de la frange sud est un projet d'aménagement fortement inscrit dans le territoire et au service de ses habitants. »*
- **Page 9 toujours :** *« Les aménagements, s'appuyant sur les principes de sobriété énergétique et de faible empreinte écologique, doivent contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des habitants et usagers, ainsi qu'à l'image et au rayonnement international du cluster.* »
- **Page 10 :** *« le potentiel de Paris-Saclay afin d'en faire le moteur de l'innovation et de la croissance française.* »
- **Page 14 :** « *L'émergence d'un territoire où le vivre-ensemble fait sens* ». « *L'idée n'est pas d'aménager une ville nouvelle sur le plateau* »

Cela est juste un échantillon des phrases péremptoires (« *locomotive nationale de la régénération du tissu industriel* », il doit y avoir des études prospectives précises qui permettent une telle affirmation, des chiffres... où sont-elles ?), phrases toutes faites qui ne me démontrent en rien en quoi, grâce à Paris Saclay, notre territoire (sans même parler de notre pays !!!) sera plus riche

qu'avec toutes ses richesses actuelles… et même en quoi ce projet ne grèvera pas gravement et inutilement des finances publiques, nationales, régionales mais aussi locales déjà bien mal en point (à ce sujet, je vous signale dans le CDT de nombreux recours à des PPP (Centrale, IDEEV…) pourtant décriés par la cour des comptes, et qui ne sont rien moins que des emprunts à taux extrêmement élevés pour la puissance publique… et donc au final pour les contribuables, nous, nos enfants, vu sur combien de temps s'échelonne un PPP).
Je ne suis pas convaincue par les affirmations non démontrées encensant ce projet. Il aurait fallu un Débat Public sur « Paris Saclay est-il une bonne idée ? ». Seulement, il nous est pour l'instant refusé… alors même qu'à une lettre récente de 27 associations du territoire, la CNDP elle-même trouve la demande « pertinente »… mais ne peut nous l'accorder parce que c'est au maître d'ouvrage de la saisir. L'Etat, les élus,… ont-ils tellement peur des réactions des gens qu'ils n'ont pas osé mettre Paris Saclay au Débat Public ? ça aurait pourtant été la seule manière de faire accepter ce projet par les populations : si nous avions eu la possibilité de débattre de la légitimité de ce projet, de sa pertinence, d'exprimer des opinions sur le fond… pas, comme on nous le fait faire depuis des années, sur un petit quartier, sur une ZAC par ci, le déclassement d'un chemin, une autre ZAC par là… jusqu'à découvrir, une fois que tout est ficelé, l'ampleur du projet, son énormité, et d'avoir l'impression, comme nous le sommes en ce moment, d'être privés du droit de réfléchir à l'ensemble et pire, de nous exprimer dessus.
J'ai lu dans les contributions (je vous remercie au passage de ce registre électronique, très commode) que certains proposent un référendum. J'aurais presqu'envie de dire, si vous me permettez cette familiarité : « chiche » ! Si l'Etat, si les élus… étaient aussi sûrs de la pertinence de leur projet, ils n'auraient pas peur : de présenter l'ensemble, et pas des petits bouts, de la tenue d'un débat public, d'un référendum… Alors, « chiche » ?
Mais pour l'instant, nous n'avons rien de tout cela, alors, je vais remettre ce que je disais le 15 janvier, en l'adaptant aux 10 mois qui viennent de se passer et bien que cela soit sur le fond du dossier, j'espère, Madame la Présidente de la commission d'enquête, Messieurs les commissaires enquêteurs, que vous prendrez néanmoins le temps de me lire.

Le Plateau de Saclay est un territoire sur lequel, il aurait pu se faire de grandes choses, j'en suis convaincue. Pourquoi ?
Tout simplement parce que **ce territoire est riche.**
Riche de sa terre, avec ses 4 à 5 mètres de limon sans cailloux qui reposent sur de l'argile verte et lui permet, entre autres, et de faire pousser du maïs en pleine canicule de l'été 76 (ou de l'été dernier) sans que les agriculteurs aient eu besoin d'arroser. Riche d'une terre agricole qui, à force d'être considérée comme inépuisable et de se faire bétonner sur l'équivalent d'un département français tous les sept ans, va devenir plus précieuse encore qu'elle ne l'est déjà si on réfléchit au simple fait que notre terre, c'est elle qui nous nourrit, c'est elle qui nous permet de vivre. Il est bon, parfois, de rappeler des évidences.
Mais puisqu'elles ne suffisent pas à certains qui y rétorquent « *on peut très bien faire de l'agriculture ailleurs, il y a plus « sérieux » à faire ici, si proche de Paris* », je vais rappeler quelques chiffres de l'agriculture du Plateau qui montreront à quel point, si, c'est sérieux :

- un rendement moyen de 95 quintaux de blé à l'hectare quand la moyenne française est de 74,
- 44 tonnes de produits locaux présents dans 1 million de repas en restauration collective,
- 6 à 7 000 poulets bio par an et 200 poules pondeuses ;
- 10 à 12 000 tonnes de compost par an,

- 50 hectares de cueillette de 50 variétés de fruits et légumes pour jusqu'à 300 000 clients chaque année
- 12 hectares de maraîchage, 200 tonnes de légumes,
- 200 kg de farine bio issue du blé du Plateau utilisée chaque jour pour faire du pain et des biscuits
- 8 500 litres de lait par jour produits par 350 vaches laitières
- des pensions équines, une pépinière,

Riche de ses agriculteurs, car derrière tous ces chiffres, il y a des hommes et des femmes aux racines bien ancrées dans le territoire tout en étant complètement dans des projets novateurs et au cœur des évolutions de notre époque (circuits courts, cueillette à la ferme, compostière…). Ils sont peu nombreux, c'est l'argument qu'on leur oppose souvent pour minimiser leur importance. Seulement, ce sont eux qui font prospérer la richesse de la terre du Plateau et ne serait-ce que pour cela, ils devraient avoir notre considération générale et être l'objet de toutes les attentions pour les laisser poursuivre leur travail si bénéfique à tous.

Riche de sa science… Je pourrais multiplier les exemples de ce que la science a produit sur le Plateau, mais je me limiterai à deux : les rigoles et Osiris.

La prouesse réalisée par l'ingénieur Thomas Gobert de capter l'eau du Plateau et de l'amener à Versailles par l'intermédiaire d'un réseau de 60 km de rigoles, d'étangs et d'aqueducs est tout simplement extraordinaire et unique au monde. Les seulement 3,25 mètres de dénivelé entre le Plateau et les bassins de Versailles donnent le vertige quant à la précision qu'il a fallu avoir pour que « l'eau coule ». Cela, au temps de Louis XIV, sans l'aide de toutes nos machines modernes.

Et Osiris, le réacteur du CEA Saclay, fait partie des 9 seuls réacteurs au monde capables de produire du technétium 99, le radioélément le plus utilisé pour les diagnostics médicaux en cancérologie, en cardiologie, pour les maladies infectieuses et les fractures osseuses. Il est en particulier irremplaçable pour les scintigraphies. C'est lui qui, au printemps 2010, a produit 20% des besoins mondiaux… 20% ! Les réacteurs du Canada et des Pays-Bas étaient provisoirement indisponibles, la prise de relais d'Osiris a ainsi évité une pénurie qui aurait eu de graves conséquences humaines. Ces 20% étaient temporaires et exceptionnels, mais en rythme de croisière, ce réacteur fournit quand même 5 à 7% de la production mondiale, permettant par exemple sur les cinq premiers mois de 2013, à 1,2 million d'examens médicaux d'être réalisés, en France et en Europe, cela donne un ordre d'idée de son importance.

Riche de ses chercheurs, car comme l'agriculture ne se fait pas sans hommes et femmes, la science n'existerait pas sans les chercheurs, rassemblés dans des équipes qui font un travail formidable dont les 3 prix Nobel (de physique) et 6 médailles fields (en mathématiques), excusez du « peu » !, sont, s'il en fallait, la preuve visible.

Riche aussi de ces hommes et femmes qui inlassablement depuis dix ans (voire plus !) défendent le territoire, becs et ongles, contre un bétonnage excessif. Et je le dis d'autant plus librement que je ne suis qu'une « petite nouvelle » : je n'ai vraiment décidé de m'engager à leurs côtés que récemment, en septembre 2013, quand, alors conseillère municipale à Gif, j'ai assisté, médusée (le mot est faible), quelques minutes après le vote de la révision du PLU laissant les terres au nord de la RD128 agricoles, à la présentation du CDT par M. le Maire… et au spectacle désolant d'une grande partie des terres agricoles entre la RD128 actuelle et la rigole de Corbeville devenues tout à coup remplies de constructions. Pour revenir à ces bénévoles, qui depuis des années, donnent leur temps et leur énergie à défendre les spécificités de leur territoire, quelle richesse !

Eh bien, permettez-moi de vous dire, Mme la Présidente de la commission d'enquête, Messieurs les commissaires enquêteurs, que toute cette richesse est mise en danger par ce projet imposé de Paris Saclay et risque fort d'être détruite si les aménageurs ne décident pas, et vite, de faire autrement.

Mise en danger de toute la belle énergie positive dont pouvaient faire preuve les gens du terrain, ces « sachants » de leur territoire (pour utiliser le langage à la mode) …
Ne pensez-vous pas en effet que toute l'énergie, tout le temps donné sans compter, toute la connaissance fine du terrain sur des sujets très différents et parfois techniques des bénévoles des associations qui s'intéressent au Plateau (et en plus d'une, Terre et Cité, très particulière puisqu'elle permet à des gens très différents (agriculteurs, élus, associations, citoyens) de discuter et que je veux donc citer à part, elles sont pléthores : COLOS, UASPS, l'AMAP des Jardins de Cérès, Terres Fertiles, Gif environnement, CAS, les AVB, BON, VyF, ADER, APESA, ADPP, Vivre à Bures, CES, NaturEssonne, le club d'archéologie du CEA… impossible de les citer toutes tant elles sont nombreuses), ne pensez-vous pas, donc, que c'est un crime de ne pas les avoir associées dès le départ pour co-construire ce territoire exceptionnel ? Dix ans plus tard, même les meilleures volontés sont fatiguées d'essayer d'être positives, quand réunions après réunions, enquêtes après enquêtes, elles constatent qu'on ne les écoute pas, que les aménageurs pourraient, en déviant un tout petit peu de leurs projets déjà tout ficelés quand ils les présentent, faire des choses mieux adaptées à l'existant.
Prenez le rond-point de la Vauve. Des associations ont demandé et demandé encore de le préserver, laissant ainsi tranquillement dans leur milieu naturel les tritons crêtés, espèce protégée je le rappelle. Il n'en a pas été question, il fallait des routes qui se coupent à angle droit PARTOUT, quitte, pour cela, à dépenser des milliers (dizaines de milliers, centaines de milliers ?) d'euros d'argent public pour déplacer ces tritons, leur recréer d'autres mares, prendre l'avis de scientifiques, assurer le suivi (pendant 20 ans, je crois), etc… Bref, dépenser une énergie folle en temps et en argent au lieu d'écouter le bon sens du terrain qui proposait une solution alternative tout à fait acceptable, mais qui demandait un minimum d'écoute… que les aménageurs n'ont pas eue. Qu'ils n'ont pas eu contrairement à leurs aînés : quand la N118 a été décidée, son tracé coupait en deux le parc de la famille Rousseau et leur séquoia géant se trouvait « du mauvais côté ». Robert Rousseau ne s'est pas démonté. Il a demandé un rendez-vous au Ministre de l'environnement, l'a obtenu et a argumenté qu'en déplaçant légèrement le tracé de la route, cet arbre si rare sur notre territoire, serait sauvé. Il a été entendu, et même écouté, car le ministre de l'environnement de l'époque a convenu qu'effectivement, que la 118 passe quelques mètres plus à l'ouest ne changerait pas la face du projet mais sauverait le sequoia. En 2015, bien qu'en état moyen, il vit toujours. Pas la mare de la Vauve. Et peut-être plus les tritons.

Le mot phare de ce projet Paris Saclay est « synergie ». N'aurait-il pas fallu commencer par cela, créer une synergie avec les habitants, les associations du territoire ?

Mise en danger de l'agriculture du territoire. Certes, il y a la ZPNAF, 2 333 hectares de terres agricoles protégées de toute urbanisation. C'est désormais la grande réponse à chaque fois qu'une demande est faite pour l'agriculture du Plateau : « *mais quand même* (sous-entendu, ce que vous êtes exigeants !), *il y a la ZPNAF* ». C'est vrai mais quid d'Elodie Vilain, jeune agricultrice qui avait un projet très étudié de reprise de l'exploitation de ses parents et s'est retrouvée expropriée ? Quid d'Emmanuel Laureau exproprié de 70 hectares de bonnes terres, pour des terrains de sport (et maintenant, paraît-il, un centre équestre !!!) qu'on pourrait prévoir

ailleurs ? Quid de cette chaussée de 72 m de large (2x2 voies de la RD36, piste cyclable, TCSP et métro) qui va séparer la ferme Vandame de ses champs ? Quid des circulations des engins agricoles au milieu de cette ville qui s'installe au milieu de leurs terres ? Quid enfin de ces hectares et ces hectares d'« espaces intermédiaires » qu'on enlève aux agriculteurs locaux pour faire une transition entre urbain et rural (est-ce utile ???) et qu'on pourrait en tout cas réduire de beaucoup ? Quid de ces espaces boisés qu'on veut planter sur des terres agricoles pour faire de la compensation (traduction, d'arbres coupés ailleurs) ? Quid enfin de tous ces hectares gaspillés pour faire des zones d'expansion de crue, la crainte des inondations montant tellement en puissance qu'elles deviennent de plus en plus nombreuses ?
Le mot phare de ce projet Paris Saclay est « synergie ». N'aurait-il pas fallu commencer par créer une synergie avec les agriculteurs ?

Mais, et c'est peut-être là (s'il y en a un !), le comble de l'absurde, **la science elle-même est mise en danger.** L'indispensable de la restauration de ces rigoles qui mériteraient d'être inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco ? Pour l'instant, ce ne sont que des mots, rien n'est phasé, rien n'est financé (et toujours pas, en novembre 2015). Osiris, un fleuron de la science française ? Il n'a pas été prolongé de décembre 2015 à 2019, année où le réacteur Jules Horowitz prendra le relais, simplement parce que *« L'Etat a prévu l'arrêt du réacteur Osiris dans un calendrier identique au développement de la zone »*, phrase prononcée le 7 avril 2011 par un représentant de la Direction Départementale des Territoires pendant une réunion de la CLI, commission locale d'information sur les installations nucléaires du Plateau de Saclay.
Le synchrotron lui-même a failli être mis en danger par une route de la lisière qui aurait faussé ses mesures tellement sensibles aux moindres vibrations.La villa gallo romaine de Moulon ? Une ferme du IIème siècle après JC, permettant aux enfants du territoire de voir l'histoire de leurs propres yeux, dont les vestiges risquent forts de ne pas survivre au projet Paris Saclay et à ses routes à angles droits.
Mais la science, aussi mise en danger par le manque d'enthousiasme des chercheurs déjà présents sur le territoire, ils ne voient pas, pour beaucoup, l'intérêt de ce projet, les travaux gigantesques qui se profilent aux portes de leurs laboratoires leur font perdre du temps, brouillent parfois leurs expériences par le bruit et les vibrations qu'ils engendrent. Rencontrer d'autres chercheurs ? Ils le font déjà. Mise en danger par le manque d'enthousiasme des chercheurs qui vont arriver sur le Plateau, venant parfois de tout à côté (les enseignants-chercheurs de la fac), mais qui perdront du temps à faire et défaire leurs cartons, à défaire et remonter des expériences nécessitant parfois des semaines de réglage. Et ceux, venant de plus loin, de Clamart, de Cachan, de Chatenay Malabry, à qui l'on impose de grands changements dans leur vie familiale… ou des heures de transport.
La science mise en danger, enfin, quand des centaines de millions d'euros sont dépensés à déménager des bâtiments existants et à en reconstruire de nouveaux, alors que les budgets de la recherche française sont tellement aux abois. Et les suppressions de postes, qui, à n'en pas douter, seront justifiées par les regroupements.

Le mot phare de ce projet Paris Saclay est « synergie ». N'aurait-il pas fallu commencer par créer une synergie avec les chercheurs ?

Et en parlant de synergie, s'il était bien un domaine où elle était en place, c'était dans celle qu'avait su créer l'alliance des deux piliers du Plateau : la science et l'agriculture, avec des recherches agronomiques faites par les chercheurs de l'INRA sur les riches terres de Moulon.

Leur travail, d'autant plus précieux qu'il a eu lieu sur des années, permettant ainsi des observations sur le long terme sur des mêmes parcelles, va être balayé (a été balayé… depuis le mois de juin 2015, les tractopelles sont à l'œuvre sur ces terres qui avaient une richesse historique irremplaçable pour les chercheurs) … et des terrains de sport vont être construits à leur place.

Nous avions un territoire unique, riche de deux domaines aussi différents que l'agriculture et la science, chacun dans leur spécificité, novateurs, le tout assaisonné d'un tissu associatif enthousiaste. Un endroit peut être unique au monde. Qui aurait tellement mérité que ceux qui nous dirigent et ont décrété pour ce territoire une « opération d'intérêt national » partent du principe que ceux qu'ils ont en face d'eux et qui font la richesse du territoire, agriculteurs, chercheurs, amoureux du territoire étaient des partenaires valables pour une co-construction et que tous, ensemble, on pouvait faire de grandes choses pour ce territoire exceptionnel. Pas seulement faire passer (j'ajoute un « peut-être » en novembre 2015, au vu de tous les déboires au démarrage…) l'université française la mieux classée au classement de Shangai de 39ème à 19ème.
Je demande un moratoire sur ce projet, le temps, justement d'installer, mieux vaudrait tard que jamais, les bases d'une co-construction par tous les acteurs du territoire. Je n'ai aucun doute sur la volonté des agriculteurs, des chercheurs, des associatifs, des citoyens, d'y participer, sous couvert qu'au lieu de leur imposer un projet sur LEUR territoire, on les mette autour d'une table pour les écouter et travailler tous ensemble.

Martine Debiesse
Gif sur Yvette